



France : Identité nationale

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 25 février 2025

reenaba.com

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Rappel à l'ordre de la part d'un Français par choix aux Français de souche

En prologue à ce texte, son auteur dédie à ses lecteurs, pour sa portée pédagogique, la chanson de Michel Sardou «Ils ont du pétrole» (1), reproduction miniature des poncifs et stéréotypes de la mentalité française, berceuse politique de la pensée contemporaine de la classe politique française de Jean Marie Le Pen à Nicolas Sarkozy en passant par le «sous homme» socialiste Georges Frêche de Montpellier, le socialiste «blancos» d'Evry, Manuel Valls ou le bulldozer destructeur d'immeubles de Marocains du maire communiste de Montfermeil Robert Hue. Le lien de cette chanson est reproduit en fin de texte.

«Rabattre l'orgueil dément de l'Europe qui prétend faire la loi au Monde». François Maspero (2)

«Allons, camarades, il vaut mieux décider de changer de bord... Quittons cette Europe qui n'en finit pas de parler de l'homme tout en le massacrant partout où elle le rencontre... Voilà des siècles... qu'au nom d'une prétendue aventure spirituelle, elle étouffe la quasi-totalité de l'humanité. Regardez-la aujourd'hui basculer entre la désintégration atomique et la désintégration spirituelle». Frantz Fanon (3)

Pour la grandeur de la France et non sa mégalomanie ou son nanisme politique.

Paris. Le débat est cyclique, comme une fuite en avant, comme pour détourner l'attention sur les graves problèmes structurels de la France, le déficit abyssal de ses finances publiques (4), la faillite et l'impunité de ses élites, la délitescence de son tissu social, la docilité de sa presse, l'inconsistance du débat public inter partisan, la nécrose de ses circuits de décision, comme en témoigne le dernier avatar nucléaire français à Abou Dhabi où la France s'est vue rafler, fin décembre, un marché de 40 milliards de dollars par un consortium américano sud coréen, malgré le tapage médiatique de Nicolas Sarkozy.

Le débat est cyclique sur une thématique unique dans ses diverses déclinaisons, le voile, la burqua, les minarets, le rôle positif de la colonisation, comme une fuite en avant, comme pour occulter l'essentiel, la dette d'honneur de la France à l'égard de ses immigrés, tant pour la défense de son indépendance, -à deux reprises au cours d'un même siècle, durant les deux guerres mondiales, fait rarissime dans l'histoire-, que pour leur contribution au rayonnement de la France à travers le Monde.

L'oeuvre salutaire qu'il est prioritaire d'initier est non un travail d'exaltation chauvine propice à tous les débordements, mais un travail de «déconstruction» des mythes fondateurs de la grandeur française, une lecture fractale de l'histoire de France, afin de

fonder l'identité nationale sur une connaissance concrète et non sublimée de l'histoire de France et de cimenter l'unité nationale par la prise en compte des diverses composantes de la population nationale et non sur la stigmatisation du métèque.

Sauf à abdiquer devant les tenants de l'anglosphère, sauf à se draper dans un splendide isolement, sauf à se voiler la face dans un splendide aveuglement, le débat ne saurait se réduire à un duel narcissique entre la France et elle-même s'offrant en spectacle au reste du monde, au nom de l'exception française, mais à un débat sur le positionnement de la France au sein de son bassin naturel de déploiement, la Francophonie, gage de son rayonnement et justificatif de son statut de grande puissance, membre permanent du conseil de sécurité. Un statut dont elle n'aurait jamais rêvé au vu de ses piètres performances durant la Deuxième guerre mondiale (1939-1945), mais dont elle est redevable à sa possession d'un empire d'outre mer et à la logique des blocs au paroxysme de la guerre froide.

Le ressentiment est fort, à la mesure de l'usurpation. Il est à espérer que la célébration en 2010 de l'Année de l'Afrique en France par la participation des troupes africaines au défilé du 14 juillet, donnera l'occasion d'une réhabilitation de l'image du «Bougnoule» dans l'imaginaire français et la réhabilitation de la contribution de la «piétaille de la république» à la grandeur de la France.

N'en déplaise aux intellectuels de cour, l'exception française est une singularité qui se vit comme une impunité, une spécificité qui se vit comme une spéciosité. Premier pays à avoir institutionnalisé la terreur comme mode de gouvernement, avec Maximilien de Robespierre, sous la Révolution française (1794), la France est aussi le premier pays à inaugurer la piraterie aérienne, en 1955, avec le déroutement de l'avion des chefs historiques du mouvement indépendantiste algérien (Ahmad Ben Bella, Mohamad Khider, Mohamad Boudiaf et Krim Belkacem), donnant ainsi l'exemple aux militants du tiers-monde en lutte pour leur indépendance.

La récidive dans la singularité est aussi un trait de l'exception française: ce pays jacobin, égalisateur et égalitariste se singularisera, aussi, en étant le seul pays au monde à avoir officialisé le «gobino-darwinisme juridique», en codifiant en Droit «la théorie de l'inégalité des races», une codification opérée sans discernement, pour promouvoir non l'égalité, mais la ségrégation.

La «Patrie des Droits de L'Homme» et des compilations juridiques modernes -le code civil et le code pénal- est en effet le pays de la législation discriminatoire, le pays de la codification de l'abomination, le pays du «Code Noir» de l'esclavage, sous la Monarchie, du «Code de l'indigénat» en Algérie, sous la République, qu'il mettra en pratique avec les «expositions ethnologiques», ces «zoos humains» dressés pour ancrer dans l'imaginaire collectif des peuples du tiers monde l'idée d'une infériorité durable des «peuples de couleur», et, par contrecoup, la supériorité de la race blanche... comme si le blanc n'était pas une couleur, même si ses tenants la vivent comme immaculée, ce qui est loin d'être le cas, à en juger par les turpitudes de son Histoire.

Pour mémoire, mais faut-il le rappeler?, les trois grandes figures tutélaires du XX me siècle pour leur contribution à la morale universelle auront été trois personnalités du tiers monde colonisé, le Mahatma Gandhi (Inde), Nelson Mandela (Afrique du Sud), et, pour l'espace francophone, le Martiniquais Aimé Césaire, trois apôtres de la non-violence, une consécration qui retentit comme un camouflet pour les pays occidentaux avec leur cortège de nazisme, de fascisme, de totalitarisme et d'esclavagisme. Et, pour douloureuse qu'elle

puisse être pour notre amour propre national, force nous est de relever que la France, en contrechamps, aura été le seul grand pays européen à l'articulation majeure des deux grands fléaux de l'Occident de l'époque contemporaine, «les penchants criminels de l'Europe démocratique», la traite négrière et l'extermination des Juifs, contrairement à la Grande Bretagne qui a pratiqué la traite négrière exclusivement, sans aucunement participé à l'extermination des Juifs, contrairement même à l'Allemagne qui a conçu et réalisé, elle, la solution finale de la question juive, mais sans participation significative à la traite négrière.

Le devoir de vérité ne constitue donc pas, selon une analyse chauvine, une pantalonnade assimilable «aux sanglots de l'homme blanc», mais un acte de courage moral de salubrité publique.

L'erreur est humaine mais sa répétition est diabolique. Pour la prévenir, il importe de se remémorer que l'identité française était vichyste sous Pétain et l'écrasante majorité de Français se reconnaissait en elle, alors qu'elle était farouchement combattue par les métèques de la République.

L'identité française, son honneur et sa grandeur se vivent et se revendiquent dans le «rôle positif» de la colonisation avec le Docteur Albert Schweitzer de Lambaréné (Gabon), et, dans les 955.491 soldats coloniaux de l'outre mer qui ont combattu pour la France durant les deux guerres mondiales (1914-1918, 1939-1945), dont 113.000 «indigènes de la République» tombés sur le champ d'honneur, abreuvant durablement les sillons de France de leur «sang impur». 113.000 indigènes morts pour la France, soit autant que la population conjugée des villes de Dreux, de Vitrolles et d'Orange, les trois anciens fiefs du Front National, sans qu'il ait été question alors de «seuil de tolérance», encore moins de test ADN, ou de charters de la honte, mais de sang à verser à profusion.

L'identité française se vit et se revendique dans «le privilège de la terre de France», qui affranchissait tout esclave dès l'instant qu'il foulait le sol de France, la France terre d'asile et non dans la France de la «Venus Hottentote» et des «zoos humains». Dans la France de Valmy et du Pont d'Arcole et non dans celle du sabordage de la flotte française de Toulon ou de l'expédition punitive de Suez. Dans la «France Libre» et non dans la France de Sétif (Algérie) et de Thiaroye (Sénégal).

Dans la France des convictions républicaines et non dans celle des transfuges cosmopolites qui déconsidèrent l'engagement politique. Dans le Préfet Jean Moulin et non le Préfet Maurice Papon, dans les métèques du groupe Manouchian, ces parias de l'Affiche rouge, et non dans la France vichyste, complice du nazisme, dans Guy Moquet et non dans son dénonciateur, le ministre de l'intérieur de l'époque, et ses sbires de la police française, pourvoyeurs de ses bourreaux allemands.

Dans le général Jacques Pâris de la Bollardière, la conscience de l'armée française durant la guerre d'Algérie (1956-1962) et non dans le général Paul Aussarresses, le tortionnaire des maquisards algériens. Dans le mathématicien Maurice Audin et le porteur de valise Francis Jeanson, et, non dans le porteur de sac de farine médiatique, Bernard Kouchner, le soutien affairiste des dictateurs africains.

Dans la France du discours de Pnom Penh (Charles de Gaulle) et de Cancun (François Mitterrand) et non dans la France du discours de Dakar sur l'homme africain (Nicolas Sarkozy) et du discours de Tunis sur la division raciale du travail entre Français et arabes sur le pourtour méditerranéen (Nicolas Sarkozy ibidem).

Dans la France de la belle langue révolutionnaire française de Voltaire, d’Aimé Césaire, de Franz Fanon, de Léopold Sedar Senghor et de Kateb Yacine qui portent en eux le rayonnement de la France et non dans celle du «Casse toi pauv’con», ce verlan argotique si détesté de la si détestable Nadine Morano pour ses excès de langage et de comportement.

Dans la France de l’Abbé Pierre et non dans celle d’Eric Besson et de Brice Hortefeux, celle d’ «un auvergnat ça va, mais quand il y en trop, bonjour les dégâts», un Brice Hortefeux, nouveau champion de la lutte contre l’antisémitisme, un prix décerné par l’organisation irrédentiste pro israélienne Union des Patrons Juifs de France (UPJF), illustration pathétiquement caricaturale d’une grave inversion des valeurs, indice patent d’une grave confusion mentale.

Dans la France de Yannick Noah (Roland Garros 1982) et de Zinedine Zidane (Mundial 1998) et de «l’équipe de foot black, black, black, risée de l’Europe» (Alain Finkielkraut), mais fierté de la France, et non dans la France des cités «pure white, blancos» du Maire socialiste d’Evry Manuel Valls.

Dans ce contexte, la lecture publique de la lettre du jeune résistant communiste fusillé Guy Mocquet aurait pu avoir valeur pédagogique et thérapeutique si cet exercice s’était accompagné de la dénonciation des ses bourreaux, en l’occurrence la police française, la police, c’est à dire, le socle du pouvoir sécuritaire de l’actuel président de la République. Une telle dénonciation aurait été perçue comme un acte de courage et de responsabilité et non telle qu’elle s’est déroulée, comme une opération de falsification de l’histoire, un exercice de récupération démagogique, un acte de détournement mémoriel.

La notion d’identité nationale apparaît dans cette perspective comme une notion relative. Pour sa pérennité, l’identité nationale doit se fonder sur des valeurs universelles, immuables et non variables en fonction des considérations électoralistes.

Le débat gagnerait d’ailleurs en clarté si la confusion n’était entretenue au plus haut niveau de l’Etat par le premier magistrat de France, en nommant un réserviste de l’armée israélienne, Arno Klarsfeld, au poste de conseiller en pleine guerre de destruction israélienne du Liban (Juillet 2006) ou en confiant à un dirigeant de l’American Jewish Committee, Valérie Hoffenberg, la charge de suivre, pour le compte de la France, les négociations israélo-palestiniennes.

Un président qui fantasme sur «les moutons que l’on égorge dans les baignoires» qui quête néanmoins régulièrement l’hospitalité des baignoires des palais royaux arabes, de Doha à Rabat, prenant l’initiative de stigmatiser une composante de la population pour des motifs inavoués bassement électoralistes.

A ce titre “les moutons que l’on égorge dans les baignoires” (Nicolas Sarkozy), tout comme «les bruits et les odeurs des familles immigrées» génésiquement prolifiques (Jacques Chirac) demeureront une tâche indélébile du discours politique français et déshonorent leurs auteurs. A n’y prendre garde, elles ouvriraient la voie à des dérives fascisantes du comportement politique français.

Les basanés pour la grandeur de la France et non sa mégalomanie ou son nanisme politique.

Que l’on se détrompe, n’en déplaise une fois de plus aux scribouillards salonnards, les

basanés de France sont là et bien là, durablement ancrés dans le paysage politique et social français, eux dont «le rôle positif» n'a jamais été célébré avec solennité, sinon que d'une manière incidente quand il n'a pas été plus simplement nié ou controversé.

En France, non pas leur pays d'accueil, mais leur pays d'élection. Déterminés à défendre la haute idée qu'ils ont de la France et que la France veut donner d'elle-même au Monde, déterminés à défendre la grandeur de la France et non sa mégalomanie, sa grandeur et non son nanisme politique.

A combattre tous ceux qui fragilisent l'économie par une gestion hasardeuse, tous ceux qui discréditent la politique par une connivence sulfureuse.

Tous ceux qui polluent l'image de la France, à coups d'emplois fictifs et de responsabilité fictive, d'«évaporations de recettes», de rétro commissions et de frais de bouche, de délits d'initiés et d'abus de biens sociaux. Ces messieurs des frégates de Taiwan, de Clearstream et d'Angolagate. Du Crédit Lyonnais et de la Compagnie Générale des Eaux. D'Elf Aquitaine et d'EADS, d'Executive Life et de Pechiney American-Can. Des marchés d'Ile de France et de HLM de Paris, de la MNEF et d'Urba-Gracco,

Ceux qui dévalorisent leur justice à coups d'affaires d'Outreau, d'écoutes téléphoniques illégales, de tri sélectif et de «charters de la honte». Qui dévalorisent leurs nationaux à coups de bougnoule et de ratonnades, de racaille et de Karcher.

Contre la «France d'en bas» qui gouverne le pays, la France des basses manoeuvres et des bas calculs, des «zones de non droit et de passe-droits», des nominations de complaisance et des appartements de fonction. La France qui refuse de donner un coup de pouce au SMIC, mais qui exacerbe l'antagonisme social en confortant dans leurs richesses les plus nantis les dotant d'un «bouclier fiscal» en pleine tourmente bancaire.

La France qui «cristallise» et fige à sa portion congrue, les retraites des anciens combattants «basanés» de l'armée française mais qui relève de 70 pour cent le salaire des ministres nantis.

La France qui gorge de «stock options et de parachutes dorés» les gérants en déconfiture, tels ceux de Vinci et de Carrefour, qui recycle la forfaiture dans l'honorabilité, propulsant au Conseil d'Etat, le temple de la vertu républicaine, en guise de rétribution pour services rendus dans la diversion de la justice, tel ministre de la justice, passé dans l'histoire comme le plus célèbre intercepteur d'hélicoptères des annales judiciaires internationales (Jacques Toubon).

En un mot contre cette posture du mépris et de l'irresponsabilité, la singulière théorie du «fusible à la française» qui exonère le responsable de toute responsabilité par une sorte de privilège anti-démocratique tirant sa justification dans une idéologie proto fasciste inhérente à un pan de la culture française.

Contre la criminalisation du politique, cet état de fait symptomatique de la France contemporaine, comme en témoigne «Le casier judiciaire de la République» au bilan édifiant où l'on dénombre rien que pour la décennie 1990, neuf cent (900) élus mis en examen soit pour délinquance financière, soit pour atteintes aux biens et aux personnes y compris les crimes sexuels, alors que la «tolérance zéro» à l'égard de la criminalité en col blanc se devrait d'être pourtant un impératif catégorique de l'ordre républicain en vertu du principe

de l'exemplarité de l'Etat.

Jamais pays n'a paru plus soucieux de magnifier son passé. Toutes les déclinaisons du calendrier défilent en commémoration: Bimillénaire du baptême de Clovis (1996), qui marque le ralliement de la France à la Chrétienté, 1500^{me} anniversaire de la proclamation de l'Édit de Nantes (1598), qui a mis fin à la guerre religieuse entre Catholiques et Protestants, Bicentenaire de la Révolution Française (1989), cent cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage (Mai 1998), Centenaire du manifeste accusateur d'Émile Zola contre la ségrégation politico religieuse («J'accuse», Janvier 1998), soixantième anniversaire de la libération de la France, cinquantième anniversaire de la V^{me} République, enfin quarantième anniversaire de la révolte étudiante de Mai 1968.....comme si la France voulait compenser son repli frileux sur elle même en puisant dans sa gloire passée l'espérance de son avenir.

Loin de participer d'une hypermnésie culpabilisante, le débat s'impose tant sur la contribution des «peuples basanés» à la libération du sol français, que sur leur apport au rayonnement de leur pays d'accueil, en guise de mesure de prophylaxie sociale sur les malversations coloniales et postcoloniales dont l'occultation pourrait éclairer les dérives répétitives de la France, telles que -simple hypothèse d'école ?- la correspondance entre la trop longue amnésie sur les «crimes de bureau» de 1940-1944 et l'impunité régaliennne de la classe politico administrative sur les scandales financiers de la fin du XX^{me} siècle, ou la corrélation entre la déroute de l'élite bureaucratique de 1940 et la déconfiture de l'énarchie contemporaine.

«Si une France de 45 millions d'habitants s'ouvrait largement, sur la base de l'égalité des droits, pour admettre 25 millions de citoyens musulmans, même en grande proportion illettrés, elle n'entreprendrait pas une démarche plus audacieuse que celle à quoi l'Amérique dut de ne pas rester une petite province du monde anglo-saxon», prophétisait, déjà, en 1955, Claude Lévi-Strauss en un saisissant résumé de la problématique post-coloniale dans laquelle se débat la société française depuis un demi-siècle (5).

La rationalité cartésienne, transcendance symbiotique de l'intelligence athénienne et de l'ordre romain, quintessence de l'esprit critique, aura ainsi engendré des monstruositées dans ses moments d'assoupissement. Nul pays n'est à l'abri de telles dérives devant les grands bouleversements de l'histoire et l'ingratitude passe pour être une loi cardinale des peuples pour leur survie. Mais l'exception française si hautement revendiquée d'une nation qui se réclame de la grandeur est toutefois antinomique d'une culture de l'impunité et de l'amnésie, une culture érigée en un dogme de gouvernement et, à ce titre, incompatible avec la déontologie du commandement et les impératifs de l'exemplarité.

N'y voyez aucune interférence partisane ou électoraliste, mais quiconque soucieux du rang de la France, -Français de souche ou Français de choix-, se doit de se livrer à une telle introspection, une mesure de salubrité publique, tant il est vrai que l'histoire d'aujourd'hui est la mémoire de demain et qu'il importe d'être vigoureux dans la dénonciation des dérives contemporaines pour prévenir de douloureuses réminiscences de la mémoire future.

René Naba

Références

1- Le lien de la chanson de **Michel Sardou** «Ils ont du pétrole», une chanson typique de la mentalité française: <http://www.youtube.com/watch?v=OzAYWSf6-1o>

2- Fils de l'historien Henri Maspero, mort en déportation, **François Maspero**, membre fondateur du tribunal Russel sur la Palestine, a créé, en 1959 en pleine guerre d'Algérie, une maison d'édition militante engagée en faveur des combats de libération du tiers monde, les Editions Maspero, afin de «Rabattre l'orgueil dément de l'Europe qui prétend faire la loi au Monde. François Maspero cédera sa maison d'édition en 1982, victime de l'acharnement policier. Selon l'historien Jean Yves Mollier François Maspero a fait l'objet de dix-sept condamnations. Il démissionne sans indemnités et cède ses parts pour un franc symbolique aux nouveaux acquéreurs. Ces textes sur la Palestine, Gaza, les territoires occupés et Israël, sont consignés dans un ouvrage intitulé Transit & Cie. Dernier ouvrage paru «Des Saisons au Bord de la Mer» Seuil 2009 collection «La Librairie du XXI me siècle».

3- **Frantz Fanon**, in «Les damnés de la Terre» Editions La Découverte 2002 - La Découverte poche 134 collections essais—préface de Jean Paul Sartre 1961, Préface de Alice Cherki et postface de Mohammad Harbi 2002.

Ancien des forces françaises libres, il démissionnera de l'armée française pour rallier la révolution algérienne. Psychiatre martiniquais, Il est l'un des fondateurs du courant de pensée tiers-mondiste. Penseur très engagé, il a cherché à analyser les conséquences psychologiques de la colonisation à la fois sur le colon et le sur le colonisé. Il rejoint le FLN à Tunis, où il collabore à l'organe central de presse du FLN, EL Moujahid. En 1959, il fait partie de la délégation algérienne au congrès panafricain d'Accra. Se sachant atteint d'une leucémie, il se retire à Washington pour écrire son dernier ouvrage Les Damnés de la Terre. Il décède le 6 décembre 1961 à l'âge de 36 ans, quelques mois avant l'indépendance algérienne.

4- La dette publique, au sens des critères du Traité européen de Maastricht, a été évaluée pour la fin du troisième trimestre 2009 à 1 457 milliards d'euros, soit environ 75,8 % du PIB.

5- **Claude Lévi-Strauss** «Tristes Tropiques». L'ouvrage de l'ethnologue français est paru en 1955.

Pour aller plus loin

1. [Les arabo-musulmans d'Europe, le premier groupement ethnico identitaire d'importance sédimenté hors de la sphère euro centriste et judéo chrétienne.](#)
2. [Les oubliés de la République](#)
3. [Philippe Val ou le révisionnisme anti-arabe en guise de fond de commerce](#)

La source originale de cet article est renenaba.com

Copyright © René Naba, renenaba.com, 2025

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde

arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^e siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca